



©DR

# « Les **besoins** de la **société** ne sont pas que ceux du **marché** »

JEAN-FRANÇOIS LAUWENS

Près d'un étudiant du supérieur sur deux poursuit des études dites en pénurie. L'école, le supérieur et les agents d'orientation doivent-ils pousser les futurs étudiants vers les métiers en pénurie pour satisfaire le marché ? Non, répondent les acteurs : ils doivent les amener à être capables de s'orienter par eux-mêmes.

À la dernière rentrée académique, l'ARES (Académie de recherche et d'enseignement supérieur) a publié une analyse<sup>1</sup> sur les études menant aux métiers en pénurie tels que définis par les organismes régionaux de l'emploi, le Forem et Actiris (lire en page 19). De cette étude, il ressort que 47,1% - des femmes à 51%, soit moins que dans les autres filières (56%) - des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur le sont dans des études dites en pénurie (« études qui préparent à une profession pour laquelle il existe une pénurie significative de main-d'œuvre »). Un étudiant sur deux ou presque mais, élément remarquable, seuls 17,85% des grades proposés (327 sur 1.832) mènent à ces métiers. « C'est positif, mais nous saurons dans les 3 à 5 années à venir si c'est suffisant », résume Laurent Despy, l'administrateur de l'ARES.

En 2019-2020, 88.365 étudiants étaient donc inscrits dans ces filières contre 99.180 dans des études hors pénurie. Pour une réussite (2018-2019) de 17.892 diplômes de pénurie contre 20.138 diplômés hors pénurie. Le plus gros du contingent des inscrits dans ces filières concerne les sciences économiques et de gestion (25.000), les sciences de l'ingénieur (12.600), l'éducation (10.000), la santé (7.800) et la médecine (5.700). Si l'on utilise la classification CITE<sup>2</sup>, le domaine « santé et protections sociales » l'emporte avec le tiers des étudiants (26.465, dont 72,4% de femmes).

Si l'on zoome sur le domaine ultra-porteur des STIM (Sciences, technologies, ingénierie, mathématiques), on voit que ces filières sont encore toujours sous-exploitées (moins d'un cursus sur 3), et ce de manière très stable : 16,4% des étudiants francophones en 2004, 15,7% en 2018 (17,1% en Flandre)<sup>3</sup>. « Ces filières représentent un enjeu majeur de l'éducation. Or la Belgique, et plus particulièrement la Fédération Wallonie-Bruxelles, a l'un des taux d'étudiants inscrits en STIM les plus faibles d'Europe. Cette filière particulièrement porteuse est de plus toujours caractérisée par une sous-représentation des femmes même si leur proportion croît sans cesse », souligne Romain Adam, porte-parole d'Actiris.

Directeur du CIO (Centre d'information et d'orientation) de l'UCLouvain, Philippe Fonck va plus loin : « On se rend compte en lisant cette étude que les pénuries ne sont pas aussi spécifiques ou sectorielles qu'on ne le pense habituellement. C'est quasiment tout l'enseignement supérieur qui pourrait être qualifié d'enseignement de pénurie. Le taux d'employabilité est excellent pour tous les diplômés, c'est juste le temps de recherche d'un emploi qui est plus ou moins long. »

### « Une tête bien faite »

Fin octobre, la FEB (Fédération des entreprises de Belgique) a publié une enquête<sup>4</sup> réalisée auprès de 800 jeunes :

« Parmi les élèves de fin de secondaire, 52% estiment ne pas être « suffisamment préparés à l'école pour le marché du travail. » Ce que, sans surprise, trois quarts des employeurs (73%) pensent également. « Bien évidemment, les études supérieures ont une dimension professionnalisante mais l'objectif est d'abord d'avoir 'une tête bien faite', analyse Vinciane De Keyser, secrétaire générale de la FédESuC (Fédération de l'enseignement supérieur catholique) et actuelle présidente de l'ARES : on dirige vers un domaine d'activités potentielles plutôt que de se centrer sur un seul métier. Les secteurs professionnels ont une approche différente. Parfois, ils demandent au supérieur de donner des habilitations à de nouvelles formations en vue d'un métier très précis. Il est clair que nous devons être attentifs aux besoins de la société et pas uniquement de ceux du marché, ses besoins socio-économiques certes mais ses besoins sociétaux également. »

Avec « Mieux vaut tête bien faite que tête bien pleine », Montaigne voulait parler de la capacité à penser par soi-même et poser ses propres choix. « L'orientation, c'est bien plus complexe qu'une adéquation entre deux offres, les formations et les professions, souligne Philippe Fonck, à l'UCLouvain. L'orientation vise le développement des personnes dans

une double perspective de réalisation de soi et d'insertion dans la société. Le but est de développer, y compris à l'école, des compétences à s'orienter et à se réorienter. »

### « En fait, c'est tout l'enseignement supérieur qui est de pénurie »

Une tension, un « gap » entre offre de formations

et demande du marché, qui a toujours existé et existera toujours selon Philippe Fonck : « Heureusement d'ailleurs car notre rôle est prospectif alors que le marché voudrait des gens immédiatement opérationnels sans devoir les former. Or, il y a des 'retours du marché' : les sciences de gestion étaient hyper porteuses avant la crise de 2008 puis les banques ont licencié et le droit a remplacé cette filière, qui est à nouveau fort demandée. Si vous cherchez un ingénieur en géolocalisation, vous ne le trouverez pas mais vous pouvez y former un physicien, un géographe, un agronome. Certains employeurs le com-

→ Suite en page 16

## Dans le secondaire

Les chiffres de l'ARES ne présentent évidemment la formation que par le prisme de l'enseignement supérieur. Qu'en est-il de l'enseignement secondaire ? Difficile d'être précis. Le Cadastre de l'enseignement qualifiant 2020 de la Fédération Wallonie-Bruxelles signale que, parmi les élèves du 3<sup>e</sup> degré inscrits dans l'enseignement technique ou professionnel (59.636), la moitié d'entre eux fréquentent 10 options dont très peu (une seule, celle d'aide familial) offrent des perspectives sûres d'emploi. Certaines (technicien de bureau) sont même vues comme des impasses : on y compte pourtant 2.000 élèves contre à peine le double aux métiers de la construction, qui sont tous une garantie d'emploi. Aspect généré garanti... ■



← Suite de la page 15

*prennent et publient des annonces dans lesquelles ils demandent une liste de compétences mais pas un diplôme précis ! »*

## Nouvelles attentes

Pas question donc de « forcer » les jeunes à aller dans des filières porteuses. « Ce que les employeurs demandent, c'est des gens motivés, relativise d'ailleurs Thierry Ney, le porte-parole du Forem : *il ne suffit pas de dire aux gens de devenir maçons pour que cela leur corresponde. Et puis, un travail de communication gigantesque doit être fait par les entreprises car l'école, les formations, les services de l'emploi s'appuient sur cette image.* ». En effet, la perception des métiers est fortement liée à des représentations révolues ou à l'actualité : la crise Covid a mis à mal l'image des soins de santé et de l'horeca, le bâtiment et le

transport routier brillent par leur réputation d'exploiteurs de main-d'œuvre à bon marché venue de l'est...

Le monde du travail a considérablement évolué ces dernières années, tant du côté des employeurs que des candidats à l'emploi. L'enquête de la FEB montre d'ailleurs de grandes attentes des jeunes en termes de flexibilité (75%), de salaire (54%), de télétravail (59%), d'engagement des entreprises dans les défis environnementaux et sociétaux (67%). « C'est un message sans équivoque adressé au monde économique », avoue Pieter Timmermans, l'administrateur-délégué de la FEB : « *La majorité des employeurs misent sur la durabilité et la responsabilité sociétale des entreprises, mais les jeunes ont pourtant une perception différente.* »

Et Philippe Fonck de conclure en ce sens : « *Pour les jeunes, la question de l'employabilité n'est pas aussi importante qu'on ne le croit. Ce qui les angoisse, c'est plutôt d'exercer le même métier toute leur vie. Les valeurs autour du travail changent aussi beaucoup : on recherche un plus grand équilibre vie privée-vie professionnelle, plus d'attention aux compétences transversales, à la personnalité, au sens. Les employeurs doivent travailler sur le sens et sur la reconnaissance.* » ■

<sup>1</sup> StatSp'Info, n°2, septembre 2021 : <https://bit.ly/2ZvN6T0>

<sup>2</sup> Classification internationale type de l'éducation (Unesco).

<sup>3</sup> StatSup'Info, n°1, juin 2021 : <https://bit.ly/3bqUjWQ>

<sup>4</sup> Bridging the future, FEB / AG, enquête Ivox, octobre 2021 : <https://bit.ly/3CsG7c3>



©DR



©DR

## « Il faut **se connaître soi** pour faire ses choix en pleine **autonomie** »

Pierre Glemot, directeur du centre PMS libre de Neufchâteau

### Les PMS orientent-ils prioritairement vers les métiers en pénurie ?

« Pas vraiment. D'abord, parce que l'orientation comprend trois dimensions : la connaissance de soi, celle des études et celle des métiers. Notre mission à nous, c'est d'abord la première car nous ne pouvons avoir la connaissance de 10.000 métiers alors que 50 disparaissent et apparaissent chaque année. La dimension psychosociale, c'est fondamental. Beaucoup le négligent encore mais, aujourd'hui, quand on embauche, on regarde plus les 'soft skills' que les compétences techniques. Il y a 40 ans, ces compétences avaient une durée de vie de 30 ans, aujourd'hui d'un an. Pôle Emploi, en France, a eu des problèmes avec des ingénieurs informaticiens qui restaient sur le carreau alors qu'on en demande des milliers, mais qui présentaient des troubles psychosociaux. Par ailleurs, quand je rencontre des rhétos, ils se préoccupent peu des débouchés d'un métier mais beaucoup de l'aspect financier : ce qu'ils veulent, c'est bien gagner leur vie. »

### La connaissance de soi, c'est donc la clé de l'orientation ?

« Absolument. Un élève qui décide à 14 ans de devenir médecin et ne réinterroge pas cette envie par la suite risque bien d'être fort déçu et dégoûté quand il entame ses études. Car il n'est plus celui

qu'il était à 14 ans ! Quel est l'objectif de l'école ? Pour moi, c'est que les élèves se développent afin de faire leurs propres choix en pleine autonomie et en pleine conscience à tous les âges de la vie. La connaissance de soi est centrale pour s'orienter. Et se réorienter ! C'est terminé, l'époque où l'on faisait un métier pendant 35 ans. Il faut faire ce qui correspond à ce que l'on est : à 30 ans, je peux avoir envie de transmettre un savoir et, à 50 ans, de gérer une équipe. Beaucoup de métiers sont en pénurie à cause des représentations familiales et médiatiques alors qu'ils ne ressemblent plus du tout à l'image que l'on en a. De même, il faut savoir que l'université n'est pas nécessairement la voie royale pour l'emploi. Quand je dis aux jeunes que les plombiers peuvent gagner nettement mieux leur vie que les avocats, ça les surprend. Aujourd'hui, les métiers ne sont plus affectés à une case. Il n'y a pas si longtemps, on aurait dit qu'un philosophe n'avait aucune chance de trouver un autre emploi que prof. Aujourd'hui, une entreprise va être intéressée par ce profil pour penser le télétravail par exemple. »

### En Belgique, n'y a-t-il pas un vieux réflexe qui consiste à « aller en technique parce qu'on a raté en général » ?

« C'est bien le problème et j'espère que cela évoluera avec le tronc commun. Cela doit changer : après la 2<sup>e</sup>, on dit à l'enfant que ses notes ne sont pas assez bonnes pour continuer et on l'oriente vers le technique ou le professionnel. Dans mon centre, nous essayons d'inverser la logique et de la rendre positive : quand on sent qu'un élève aura des difficultés à réussir le CE1D, on l'accompagne et on développe un projet avec lui pour qu'il se dise au bout du compte : oui, je vais là ! Le système scolaire veut que tout le monde soit au même niveau au même moment. L'inverse de ce que fait la Finlande qui est en tête des classements PISA. »

### Il faut changer les choses ?

« Je fonde beaucoup d'espoir dans le Pacte d'excellence. L'orientation, ce n'est pas l'affaire d'un jour. On devrait pouvoir proposer des activités dès la 3<sup>e</sup> maternelle. En Finlande, on fait jouer les enfants en situation en simulant un hôpital, un garage, une banque. C'est en jouant aux métiers comme dans la vraie vie qu'on y prend goût. En Lettonie, chaque après-midi est consacré à emmener les élèves s'initier à l'électricité, la musique, la coiffure, le théâtre. Dans mon CPMS, on propose des activités dès la 1<sup>ère</sup> secondaire permettant aux élèves de se constituer un portfolio personnel d'informations. Si vous mangez toujours le même plat, vous n'en connaissez aucun autre. » ■



# « Les secteurs en **pénurie** doivent faire un effort pour **se rendre attractifs** auprès des jeunes »

Daniel Bottes, directeur du Collège des Aumôniers du travail de Charleroi

Quel est votre constat par rapport à l'attractivité des formations aux métiers en pénurie qui vous concernent ?

« Ici, nous sommes centrés sur les filières de l'industrie et du bâtiment. Force est de constater que si ces filières donnent facilement accès à l'emploi - certains trouvent un job avant même la fin de leurs études - la baisse de fréquentation de ces options est constante depuis 10 ans. Je crois que le succès des filières est assez sensible à l'actualité et aux représentations données dans les médias. Après les attentats, il y a eu un engouement pour les métiers de la sécurité. Aujourd'hui, l'image des métiers de la construction, malgré les emplois qu'ils génèrent, souffre de l'image du dumping social qui donne l'impression que les emplois seront confiés à des ouvriers à bas prix venant de l'est de l'Europe. Pour d'autres métiers, il y a des représentations sociales ou familiales qui sont éculées : les mécaniciens ont désormais moins les mains dans le cambouis que sur un ordinateur et la technique industrielle se pratique dans un atelier de recherche et non plus en usine. Il y a donc un gros travail de communication à grande échelle à faire de la part de ces secteurs pour envoyer des messages positifs et se rendre attractifs. Et aussi assurer des salaires à la hauteur de la pénurie : ce qui est rare est cher ! »

Vous êtes président de la Chambre Enseignement qualifiant du bassin EFE (enseignement formation emploi) Hainaut-Sud : quelle est votre marge de manœuvre pour « forcer » les choses ?

« L'enseignement est libre, les élèves sont libres de choisir leur option. Nous proposons des filières qui mènent à l'emploi mais nous ne pouvons pas refuser des élèves qui veulent aller vers des filières sans avenir. Pourquoi les conserver ? Parce qu'il faut avouer qu'il existe une certaine concurrence entre écoles et entre réseaux et que, pour répondre à leurs frais fixes, les écoles doivent avoir un nombre minimum d'élèves. Et si elles ferment une option, les élèves ne vont pas changer de filière, ils vont changer d'école ! Cela dit, il y a une bonne collaboration inter-réseaux à Charleroi, notamment quant à la définition des métiers prioritaires et pour les aides (en nombre d'heures) permettant de maintenir les options menant à l'emploi mais présentant un nombre insuffisant d'élèves. Même s'il y a eu des erreurs stratégiques dans le passé qui ont mené à cette concurrence, l'offre de formation est globalement en phase avec la demande des élèves et des parents mais malheureusement pas avec la demande des employeurs. »

Vous êtes partie prenante du projet de la Cité des Métiers de Charleroi à l'ambition sans équivalent ailleurs. En quoi peut-elle aider à sortir des ornières que vous décrivez ?

« La Cité des Métiers, c'est un projet politique certes, mais quelque chose de très concret qui va bien au-delà de la simple orientation comme cela se fait ailleurs. Le point fort, c'est la mutualisation des locaux, et donc des machines qu'ils abritent, des différents acteurs de l'emploi et de la formation à Charleroi, comme le Forem, mais aussi les établissements d'enseignement technique des différents réseaux. Les deux futurs sites de cette Cité des Métiers seront l'Université du travail (enseignement provincial) et notre implantation, qui portera l'appellation d'Ouvriers réunis. Cela permettra par exemple de mettre tous les ateliers soudure chez nous et tous les ateliers garage chez eux : les élèves iront donc là où se trouvent les ateliers répondant à leurs besoins mais ils resteront inscrits chez nous et il ne s'agit en aucun cas des prémices d'une fusion entre réseaux, mais bien d'une collaboration pour plus d'efficacité. On comprend aisément l'avantage : plutôt que d'avoir chacun une cabine de peinture, chaque école peut jouir de deux cabines en se les partageant. Quand, pour la soudure, nous achetons une découpeuse à plasma que nous n'utilisons qu'une fois par semaine, nous pouvons la partager avec les autres pendant que nos partenaires achètent d'autres machines qu'ils mettront à notre disposition. Les travaux commenceront en février 2022, sont prévus pour 4 ans, et créeront des mouvements dès le début. La Cité des Métiers doit également jouer le rôle de vitrine des métiers de l'industrie et du bâtiment pour susciter des vocations. » ■

## Métiers et formations en pénurie

- Chaque année, le Forem, en Wallonie, et Actiris, à Bruxelles, dressent la liste des métiers en pénurie et des fonctions critiques. En Wallonie, le Forem identifie 126 métiers dont 41 rien que pour le secteur de la construction. À Bruxelles, Actiris publie la « *liste des études qui préparent à une profession pour laquelle il existe une pénurie significative de main-d'œuvre* », actuellement au nombre de 39.
- Globalement, les mêmes métiers sont inscrits sur les listes des deux Régions : boucherie, informatique, soins de santé, construction, électronique, sciences, sciences de l'ingénieur... La pénurie concerne de manière importante les métiers de la santé à Bruxelles. Ce qui s'explique par la concentration de population comme d'hôpitaux et notamment de trois mastodontes universitaires.
- Nombre de métiers en pénurie font, paradoxalement, l'objet de nombreux concours (médecine et dentisterie) ou d'examens d'admission (sciences de l'ingénieur).
- Le gouvernement wallon a prévu, dans le cadre du soutien à la formation aux métiers en pénurie, une vaste campagne de promotion des métiers de la construction. Et son homologue bruxellois a annoncé le lancement d'un plan ciblant quatre secteurs en particulier : la construction, la santé, la logistique et le numérique.

→ La liste d'Actiris : [bit.ly/3jPqKdf](http://bit.ly/3jPqKdf)

→ La liste du Forem : [bit.ly/3CvcAOP](http://bit.ly/3CvcAOP)

## Et les profs ?

Un seul métier fait l'objet d'un traitement particulier quant à sa pénurie : les enseignants. En effet, c'est un arrêté du gouvernement de la Communauté française qui fixe chaque année les fonctions en pénurie (selon les zones), qui sont publiées (46 pages en septembre dernier !) au *Moniteur*. Ces différentes fonctions ne sont donc pas étudiées ni reprises par les organismes régionaux de l'emploi mais elles ouvrent droit à une dispense de disponibilité pour reprise d'études préparant à une profession en pénurie.

→ La liste de pénurie de l'enseignement en FWB : [bit.ly/3mqDS3g](http://bit.ly/3mqDS3g)



©DR